



## Inde - L'auto-proclamée « plus grande démocratie du monde » fait face à un véritable soulèvement

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 18 décembre 2019

Région : [Asie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Histoire, société et culture](#)

*Des manifestations de plus en plus violentes balayent l'auto-proclamé « plus grande démocratie du monde » alors que son peuple se bat pour protéger la nature laïque de son État suite à la décision du Premier Ministre Modi d'aller de l'avant avec un amendement de citoyenneté religieusement discriminatoire. Ce soulèvement national a rencontré l'utilisation disproportionnée de la force par les autorités policières qui ne montrent aucune préoccupation pour les dommages collatéraux qu'il cause, particulièrement après avoir attaqué l'Université Jamia Millia Islamia (JMU) dimanche et blessé au moins 100 étudiants.*

Qui veut vraiment un « Hindu Rashtra » ?

J'ai écrit la semaine dernière que « [Les 'Balkans indiens' brûlent & tout ça à cause de Modi](#) », mais après les événements de ce week-end, ce titre devrait être changé pour signifier que l'Inde dans son ensemble est en feu après les protestations contre la « Citizenship (Amendment) Bill » (Loi sur la Citoyenneté) (CAB), religieusement discriminatoire, qui se sont étendues des « néocolonies » nord-orientales au « Continent », en passant par le Bengale-Occidental jusqu'à New Delhi, capitale du pays. Les protestations de plus en plus violentes qui se répandent dans « plus grande démocratie du monde » comme l'Inde s'est elle-même proclamée sont en grande partie motivées par la rage d'un segment important de la population face aux efforts de son gouvernement pour changer la nature laïque de son État, ce que le Parti Bharatiya Janata (BJP) au pouvoir n'a jamais nié et dont il s'est vanté fièrement dans son manifeste de réélection plus tôt cette année. Bien sûr, ils ne l'ont pas formulé de cette façon, mais l'ensemble de leur programme pourrait être interprété comme poursuivant de facto l'imposition d'un « [Hindu Rashtra](#) » (État fondamentaliste hindouiste) bien qu'environ 20% de sa population de plus d'un milliard de personnes fasse partie des minorités religieuses.

La controverse autour de la CAB

Certains médias indiens ont fait de fausses descriptions des manifestations comme étant entièrement composées de musulmans mécontents qui, bien que fidèles dans une certaine mesure, ne rendent pas compte de la masse critique d'Assamais de souche dans les « Balkans indiens » qui protestent ainsi que des nombreux citoyens laïques de la capitale, qui sont tous unis dans leur foi que l'Inde devrait rester fidèle à ses racines constitutionnelles séculaires. [Ce n'était qu'une question de temps](#) avant que des troubles à grande échelle de cette nature n'éclatent à l'intérieur du pays, mais le BJP a joué avec le feu pendant si longtemps sans rencontrer d'opposition significative qu'il se sentait le droit de repousser les limites de l'acceptabilité en adoptant la CAB controversée qui à toutes fins

pratiques fait de l'Inde un État islamophobe. Pour ceux qui ne sont pas au courant de ce qui se passe ou qui sont encore un peu confus, la CAB facilite l'octroi de la citoyenneté à tous les migrants non musulmans qui vivent actuellement en Inde, pourvu qu'ils viennent d'Afghanistan, du Bangladesh ou du Pakistan et prétendent fuir la persécution religieuse.

Les racines d'une révolution ?

Non seulement elle [viole l'Accord de l'Assam de 1985](#) conclu entre le gouvernement central et les manifestants anti-migrants de cet État à l'époque (ce qui explique l'indignation de la population autochtone), mais elle permet également à tous les autres migrants non musulmans de ces pays d'accéder rapidement à la citoyenneté sous le même prétexte, qui a soulevé de sérieuses inquiétudes chez les Assamais (qui sont l'ethnie majoritaire dans les « Balkans indiens » ultra-diversifiés) que les migrants bengalis (principalement illégaux) continueront à les submerger, qu'ils soient musulmans, hindous ou autres. L'Inde est donc au milieu de multiples crises identitaires convergentes concernant la crainte que les peuples indigènes du Nord-Est (majoritairement assamais) ont d'être submergés par les migrants bengalis (musulmans ou non musulmans), les craintes de la minorité musulmane que son gouvernement se prépare à un nettoyage ethnique (vu sa récente [annexion du Kashmir](#), son projet d'interner près de deux millions « d'immigrés clandestins », pour la plupart musulmans, dans des « [camps de concentration](#) » avant leur déportation dans un avenir proche, et leur existence déjà misérable en tant que citoyens de seconde zone), et l'opposition farouche des constitutionnalistes laïcs au parti au pouvoir qui s'oppose à ce que leur pays devienne un « Hindu Rashtra ».



Le « Cocktail Molotov »

C'est un cocktail Molotov de déstabilisation sociopolitique, et le fait est que la violence en cours aurait pu être évitée si Modi n'avait pas poursuivi sa « réforme » religieuse radicale du pays. Néanmoins, ce qui est fait est fait, et l'Inde est maintenant forcée de faire face à sa crise nationale la plus grave depuis son tristement célèbre état d'urgence entre 1975 et 1977. Les gares sont en flammes, des véhicules ont été incendiés, des couvre-feux ont été imposés et l'Internet a été coupé dans certaines régions du pays, et plusieurs personnes ont

déjà été tuées. Pour empirer les choses, la police a pris d'assaut l'Université Jamia Millia Islamia (JMU) dimanche et [blessé au moins 100 étudiants](#), avec des images vidéo du raid qui sont devenues virales dans tous les médias grand public et alternatifs depuis lors. Les forces de l'ordre indiennes ont montré qu'elles n'ont aucune préoccupation pour les dommages collatéraux qu'elles causent, ce qui risque dangereusement d'exacerber encore davantage les protestations, selon la dynamique typique inhérente à ces scénarios. Pire encore, le Ministre indien des Affaires Étrangères [refuse de reconnaître](#) la légitimité du mouvement de protestation, au lieu de quoi il s'en prend aux « *djihadistes, Maoïstes et séparatistes qui se lancent dans l'activisme étudiant* », ce qui pourrait laisser penser à une violente répression.

### Le dilemme de Modi

Modi s'est donc retrouvé dans un dilemme qu'il n'a pu résoudre lui-même et dont il ne peut s'extraire sans que sa réputation ne subisse de graves dommages auto-infligés. D'une part, encourager et soutenir sans réserve les abus évidents d'autorité de la police, c'est jeter de l'huile sur le feu qui se propage dans tout le pays et risquer une condamnation internationale (probablement par les pays musulmans majoritaires de la Oumma comme [l'État pivot mondial](#) du Pakistan et peut-être même par [le Bangladesh, « partenaire junior » de l'Inde](#), avec des conséquences imprévisibles pour la stabilité intérieure dans ce deuxième État de plus en plus autoritaire) qui pourrait remonter à l'Assemblée Générale des Nations Unies si la crise n'est pas contenue assez tôt. D'un autre côté, cependant, condamner la police pour avoir [blessé des étudiants innocents](#) qui n'étaient même pas impliqués dans les manifestations et signaler son intention de faire marche arrière sur la CAB mettrait en colère sa base ultra-nationaliste et risquerait de diviser le BJP et ses nombreux alliés, entraînant ainsi une crise politique dans l'élite au pouvoir.

Inspiré par « Israël » ?

Le dirigeant indien doit donc peser les conséquences de chaque choix, bien qu'étant donné son style « d'homme fort » et son [idolâtrie pour Israël](#), il est probable qu'il optera pour la première ligne de conduite, malgré le risque de perpétuer le cycle auto-entretenu de la violence qui pourrait conduire, dans le pire des scénarios, à l'imposition prochaine d'un autre état d'urgence. Quoi qu'il arrive, cependant, l'Inde a démenti ses propres prétentions d'être la « plus grande démocratie du monde » après que la communauté internationale ait pris conscience de son projet de loi religieusement discriminatoire et ait vu de leurs propres yeux la tendance du gouvernement à utiliser une force disproportionnée contre ses citoyens, notamment des étudiants qui ne participaient même plus aux manifestations toujours plus violentes, et qui ont simplement causé des dommages collatéraux lorsque la police a attaqué leur université avec force et a tiré à tout va avec des gaz lacrymogènes.

En regardant vers l'avenir, alors que les protestations pourraient être contenues par n'importe quel moyen auquel le gouvernement recourra en fin de compte (y compris les plus violents), le changement dans les perceptions internationales sur la véritable situation de l'Inde pourrait être tout aussi irréversiblement négatif que cela ne l'a été pour « [Israël](#) » .

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[India: The Self-Professed 'World's Largest Democracy' Is Experiencing a Real Social Uprising](#),  
le 16 décembre 2019.

Cet article en anglais a été publié initialement par [OneWorld](#).

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Andrew Korybko](#), Mondialisation.ca, 2019

---

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

### A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015).

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)